

QUAND L'ÉTAT VANDALISE LA DÉMOCRATIE

Les préfets de Seine-Maritime et du Calvados interdisent tout rassemblement et manifestation à Caen, Rouen et le Havre ce samedi 24 octobre.

Après une fin de non-recevoir du gouvernement à l'adresse des 800 000 manifestants mobilisés contre la vie chère, la perte de pouvoir d'achat, le manque de moyens dans l'Éducation Nationale et plus généralement dans les services publics ; l'État profite des débordements, dont il est le seul responsable de part son inaction, pour prendre des arrêtés d'interdiction de rassemblement et de manifestation.

Les répressions violentes exercées à l'encontre de manifestants pacifiques lors du 17/10 ont de quoi inquiéter. Nous appelons les collègues qui souhaiteraient manifester à la plus grande prudence.

Étouffer la colère du peuple de France

Soufflant sur les braises de l'incendie social, ce gouvernement tente d'étouffer la colère en fracturant encore un peu plus le peuple de France résumant le mouvement du 17/10 à un pillage organisé.

Bien évidemment la CGT ne cautionne nullement les exactions en marge des manifestations et réitère son soutien aux commerçants et ouvriers lésés. La CGT condamne les responsables et en premier lieu le gouvernement qui a ignoré la colère exprimée dans la rue de façon la plus pacifique possible ces 10 dernières années et plus particulièrement par la jeunesse mobilisée pour son avenir .

Nous ne lâcherons rien !

La CGT se félicite de l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle à la grève et à manifester le jeudi 5 novembre prochain pour les salaires, l'emploi, les services publics et l'industrie.

La CGT appelle tous les agents de la fonction publique à se réunir en Assemblées générales, à débattre de leurs revendications, décider de la grève et s'inscrire massivement dans cette journée de mobilisation.

Aussi, nous rappelons que les revendications des lycéens et des étudiants et contre la vie chère sont aussi les nôtres.

Elle appelle les agents publics à manifester ce samedi 24 octobre avec eux et au-delà, avec toutes celles et ceux qui expriment une colère sociale légitime contre l'austérité et la remise en cause de nos libertés.

Continuons le combat pour la hausse des salaires et des pensions, l'augmentation du budget de la fonction publique pour répondre aux besoins de tous, stop à la casse sociale, aux jours de carences et à la baisse de salaire lors des arrêts maladie.